

Le 20 septembre 2010

Des inspecteurs de l'Education nationale du Val d'Oise,
syndiqués au SNPI-FSU, au SGEN-CFDT et non syndiqués.

à

Madame la sénatrice

Un certain nombre d'inspecteurs de l'Education nationale du Val d'Oise, syndiqués au SNPI-FSU, au SGEN-CFDT et non syndiqués, inquiets du projet de réforme sur les retraites et de la dégradation du service public d'éducation souhaitent vous rencontrer pour vous faire part de leur point de vue de cadres sur ces sujets.

Dans ces deux situations, les conséquences des mesures prises porteront d'abord sur les plus faibles et les plus démunis de notre société, ce qui n'est pas juste.

Le projet de réforme des retraites est injuste parce que le report de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans lèsera les travailleurs précaires et les femmes ayant interrompu leur carrière professionnelle pour élever leurs enfants. De plus la réforme prévoit que les fonctionnaires verront leur taux de cotisation augmenter (de 7,85% à 10,55%), ce qui entraînera une baisse de leur pouvoir d'achat. En outre, ce projet est inefficace car non seulement le niveau des pensions baissera pour un certain nombre de salariés mais la réforme envisagée ne permettra pas d'assurer le nouveau régime des retraites au delà de 2018. D'autres choix sont possibles.

Nous regrettons que ce gouvernement n'ait pas jugé utile d'organiser une grande consultation nationale sur ces choix qui engagent l'avenir.

La dégradation du service public d'éducation à l'œuvre depuis plusieurs mois, sous prétexte d'économie, se traduit par la suppression de postes d'enseignants (non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, soit 16000 postes par an, suppression de postes de Rased, menaces sur les postes de l'éducation prioritaire, difficultés à assurer les remplacements courts), la hausse des moyennes d'élèves par classe (1 élève de plus par classe), la réduction des crédits pédagogiques nécessaires pour la mise en œuvre de projets innovants visant la réduction de la difficulté scolaire, la quasi disparition de la formation initiale des enseignants qui sont affectés sur un poste dès l'obtention du concours, la réduction drastique de la formation continue. La encore, ce sont les élèves les plus fragiles qui en seront les premières victimes, ceux-là même qui devraient être concernés par la réduction de l'échec scolaire.

Nous regrettons de constater que L'éducation en France, contrairement à un certain nombre de pays européens, n'est plus une priorité.

Enfin, les récentes mesures prises dans le domaine de la sécurité publique qui ont pour conséquences de stigmatiser des populations fragiles pour lesquelles nous avons l'obligation d'assurer la scolarisation des enfants nous ont choqués et interrogés.

Nous souhaitons vous rencontrer, vous, élus de la Nation qui êtes amenés à vous prononcer sur ces différentes politiques, afin de vous en exposer plus en détails les conséquences.

Des inspecteurs de l'Education nationale du Val d'Oise, syndiqués au SNPI-FSU, au SGEN-CFDT et non syndiqués.

Réponse à adresser :
FSU du Val d'Oise
SNPI-FSU
Maison des syndicats
95014 CERGY CEDEX